

+ CAHIER WEEK-end

3 SUPPLÉMENTS



Lucien D'Onofrio inculpé pour blanchiment d'argent

LE VRAI PRIX DE VENTE DU STANDARD : 32 MILLIONS
P. 2 & 3
P. 47



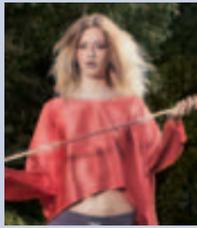
Le lieutenant Columbo est mort
P. 38



CHARLENE ET ALBERT Un mariage pour sauver Monaco P. 29 à 31

+ Références.

C'EST L'ÉTÉ



victoire
votre guide, les meilleurs plans pour l'été
P. 32

MUSIQUE
5 festivals belges à découvrir
P. 36 & 37

VACANCES
Comment partir en toute sécurité
P. 25, 32 & 33

lesoir.be

LE SOIR WEEK-end

Dégoûté, le patron de la Stib veut s'en aller



P. 6 Entretien Lassé du « manque de reconnaissance », Alain Flausch déplore de devoir réclamer « son dû » (une revalorisation salariale).

lasociété

Les accusés coupables de la mort d'Andy

Déclaré coupable du meurtre, des viols et des tortures infligés au bambin, Brichard risque 35 ans. P. 11

laculture

Jour de fête à Couleur Café

Succès populaire et ambiance du tonnerre pour le coup d'envoi du festival bruxellois. P. 36

lessports

Wickmayer en 1/8

A Wimbledon, elle affrontera la Tchèque Kvitova, la 8^e mondiale. P. 56

CINÉMAS	17
BOURSES & MARCHÉS	26-27
BONS À DÉCOUPER	29
THÉÂTRES	40
BÉDÉ, JEUX & HOROSCOPE	41
TÉLÉVISION & LOTERIE	42-45
MÉTÉO & PETITE GAZETTE	46
NÉCROLOGIE	55



Risque sismique en hausse pour nos centrales



L'OBSERVATOIRE DE BELGIQUE a remis ses évaluations à Electrabel : le risque des tremblements de terre a été revu à la hausse.

Il est un peu tôt pour savoir comment exactement les centrales nucléaires belges passeront les stress tests auxquels elles seront soumises d'ici peu. Mais un fait nouveau surgit cependant : pour les deux centrales de Tihange et de Doel, un deuxième plan d'aide au pays, des critères vient d'être drastiquement revu à la hausse.

Selon nos informations, l'Observatoire royal de Belgique (ORB) a réalisé une nouvelle évaluation des risques sismiques pour ces centrales nucléaires belges.

Bouclé en un très court laps de temps, et se complétant d'un exercice à plus long terme, cet exercice a débouché sur une révision à

la hausse du risque lié à un tremblement de terre.

Est-ce que cela signifie que c'est la dangerosité de nos centrales nucléaires qui est revue à la hausse ? Non, les centrales belges ne sont pas subitement devenues plus dangereuses.

Mais il est clair que les conditions pour passer leur examen se

sont durcies. Et il semble légitime de se poser des questions sur la capacité de certaines installations à réussir l'examen.

Il appartient désormais à Electrabel de vérifier si ses installations sont capables de faire face au risque tel qu'il a été évalué par les sismologues de l'Observatoire, comme on le fera pour d'au-

tres risques (chute d'avion, inondation, tornade, erreur humaine, etc.)

Les résultats de stress tests figureront dans un rapport intermédiaire à remettre pour le 15 août, puis dans un rapport final pour le 31 octobre. ■

► P. 8 NOS INFORMATIONS

L'Europe en mode « austérité »

Les Européens ont promis d'aider à nouveau la Grèce mais restent en pleine course contre la montre pour éviter sa faillite et celle de l'euro : ils ont une grosse semaine pour boucler leur plan, alors qu'Athènes doit impérativement adopter un impopulaire programme d'austérité.

« Nous avons atteint hier soir un accord politique important pour la stabilisation de l'euro », s'est félicitée la chancelière Angela Merkel à son arrivée pour le dernier jour de sommet des dirigeants européens à Bruxelles. Le gouvernement grec a finalisé jeu-

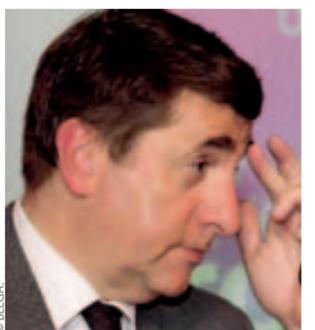
di dans la nuit avec ses bailleurs de fonds internationaux le plan de redressement budgétaire de 28,4 milliards d'euros nécessaire pour obtenir l'argent frais devant lui éviter la faillite. Les Européens ont promis de leur côté « d'ici au début de juillet » un deuxième plan d'aide au pays, qui en a désormais formulé officiellement la demande. Ce programme devrait peser au moins 100 milliards d'euros, s'ajoutant aux 110 milliards du premier sauvetage convenu l'an dernier. ■

► P. 2 L'ÉDITO
P. 13 NOTRE DOSSIER

De Wever exclut Maingain

Après avoir diffusé jeudi soir un communiqué où il s'offusquait des propos tenus dans *Le Soir* du jour par Olivier Maingain, Bart De Wever a haussé le ton vendredi - interviewé par la VRT et par RTL-TVi -, jusqu'à conclure : si le président du FDF ne se ravise pas, toute négociation avec lui sera impossible. Jeudi soir, le président des nationalistes flamands disait en substance : « Maingain a franchi une frontière. Criminaliser comme il le fait un adversaire politique - et encore en faisant le lien avec les crimes les plus graves de l'histoire -, c'est aller un pont trop loin. »

Hier, il appelait à prendre ses distances avec le chef de file du



FDF : « Acceptons qu'il y ait des limites que l'on ne peut franchir. Et que tout le monde le reconnaisse. » Plus clair encore : « Je ne veux plus négocier avec Olivier Maingain. Il doit retirer ses pro-

pos. Quant au président du MR, Charles Michel, il doit me dire clairement que, pour lui, cela ne passe pas non plus. » ■

► P. 4 NOS INFORMATIONS

L'édito

Pascal Martin



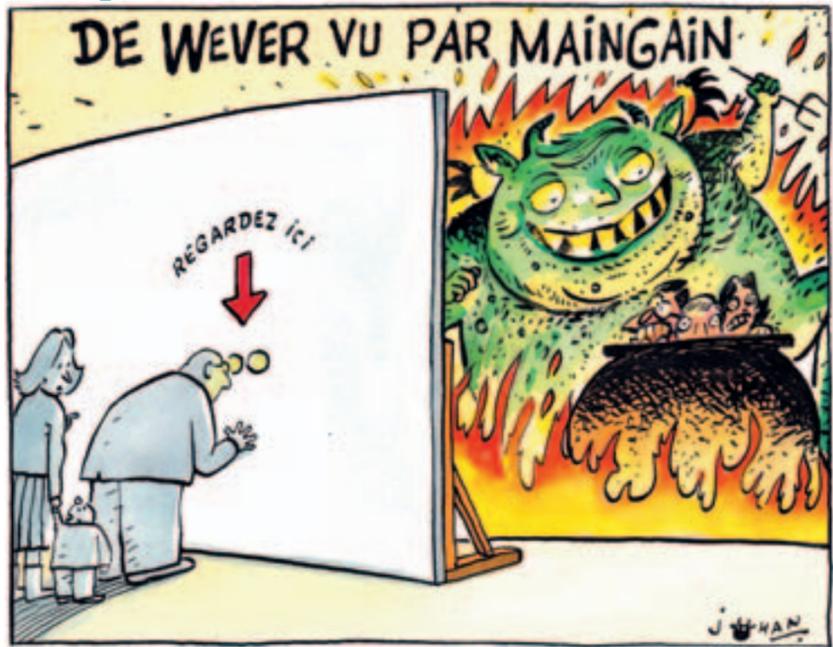
RÉFLEXIONS ITINÉRANTES AUTOUR DE LA GRÈCE

Voyager à travers l'Europe, c'est écouter son cœur. C'est ainsi qu'après avoir tâté le pouls de la société grecque, nous pouvons écrire que la terre des Caramanlis et des Papandréou n'est pas ce pays retardé, voleur et mendiant qu'une certaine presse a dépeint. Les leaders politiques européens qui se sont réunis jeudi et vendredi à Bruxelles auraient été bien inspirés de le souligner. On vous passe le couplet sur l'impact que la démagogie a sur les opinions publiques,

cet ingrédient clé de la construction européenne. En revanche, nous ne résistons pas à la tentation de vous inviter à l'expérience peu scientifique qui consiste à placer côte à côte les sociétés respectivement produites par l'Allemagne et par la Grèce, la première ayant largement donné la leçon à la seconde. On ne le dit pas assez : la puissance économique mondiale qu'est la république fédérale est aussi l'endroit où un certain Gerhard Schröder a inventé le job à un euro l'heure. Ce vieux gauchiste de Günter Wallraff, auteur de *Parmi les perdants du meilleur des mondes*, a consacré plusieurs reportages édifiants à ce qu'il considère comme un sommet de la dérégulation du marché du travail. Il y est beaucoup question de précarité, de nouvelle pauvreté, de solitude, d'alcoolisme... De tristesse.

Ce modèle n'est assurément pas celui de la Grèce. Nous ne croyons pas plus à la pureté des Hellènes qu'au bon sauvage. Et nous n'avons pas l'intention de prétendre que le système de santé grec est l'égal de son homologue allemand, lequel est autrement rassurant – ceci n'est qu'un exemple. Mais nous remarquons qu'en Grèce, toute une population affronte une crise extrêmement grave sans connaître les stigmates produits par la réussite économique allemande. Et pour cause : la famille grecque joue un rôle antique d'amortisseur social. Le groupe préserve l'individu. Bien sûr, la Grèce doit se moderniser. Et bien sûr, ces considérations n'ont de valeur que les mots qu'elles alignent. Mais il n'est pas interdit pour autant de s'interroger sur l'Europe vertueuse qu'on cherche à nous vendre. Les voyages ne forment pas que la jeunesse.

Kroll présente Johan De Moor



LE SOIR
abonnez-vous !

Profitez de notre formule de domiciliation à 22 €/mois

Pour souscrire, rendez-vous sur www.clubdusoir.be/domiciliation

lesoir.be
à ne pas manquer

Couleur Café comme si vous y étiez
Les chroniques de nos envoyés spéciaux, les photos, notre sondage et le programme sur <http://festivals.lesoir.be/>

Rendez-vous

- > Wimbledon, avec Xavier Malisse et Wickmayer, c'est à suivre sur <http://blog.lesoir.be/amortietlob/>
- > Peter Falk, l'inspecteur Columbo, est décédé. Sa filmographie en images sur <http://portfolio.lesoir.be>
- > Microsoft fête l'innovation et parle d'avenir à Mons et sur <http://geeko.lesoir.be/>

ROSEL
SA ROSSEL ET C^o
Rue Royale, 100
1000 Bruxelles

Président et éditeur responsable
Patrick Hurbain

Administration générale
Rue Royale, 100
1000 Bruxelles
Tél. : 02-225.55.55

ROSEL ADVERTISING
finding the way

PUBLICITÉ
Rosel Advertising

Annonces téléphonées
Tél. : 02-225.55.00
Fax : 02-225.59.06
annonces.tel@lesoir.be

Annonces
Tél. : 02-225.55.55
Fax : 02-225.59.08
ou 02-225.59.00

Publicité nationale
Tél. : 02-542.10.10
Fax : 02-542.10.11

LE SOIR

Directeur général
Didier Hamann
Rédacteurs en chef adjoints
Christophe Berti
Jurek Kuczkiewicz
Rédaction centrale
Tél. : 02-225.54.32
Fax : 02-225.59.14
ou 02-225.59.10

Courrier des lecteurs
Tél. : 02-225.51.31
forum@lesoir.be

lesoir.be (internet)
<http://www.lesoir.be>
Tél. : 02-225.54.32
internet@lesoir.be

Ce journal est protégé par le droit d'auteur, tous droits réservés.
© Rosel & C^o S.A. - Le Soir, Bruxelles, 2011.
Si vous souhaitez copier un article, une photo, une infographie, etc., en de nombreux exemplaires, les utiliser commercialement, les scanner, les stocker et/ou les diffuser électroniquement, veuillez contacter Copiepresse au 02-558.97.80 ou via info@copiepresse.be. Plus d'infos : <http://www.copiepresse.be>.

Prix de vente à l'étranger
Allemagne EUR 2,00
Chypre EUR 2,95
Croatie HRK 25,00
Espagne EUR 2,00
France EUR 2,00
Grande-Bretagne 0111 U 83380
N° com. paritaire GBP 1,30
Grèce EUR 2,00
Italie EUR 2,00
Irlande EUR 3,40
Maroc MAD 25,00
Portugal EUR 2,00
République tchèque CZK 70,00
Suisse CHF 4,00
Ténériffie EUR 2,50
Turquie YTL 5,00

Formule « Virement »
3 mois : EUR 75,00
6 mois : EUR 143,00
12 mois : EUR 262,00
Compte : 310-0496377-17

Formule « Liberté »
EUR 22,00/mois par domiciliation
Rendez-vous sur <http://clubdusoir.lesoir.be/liberte>
ou 078/05.05.10

ROSEL SOLUTIONS

Pour toute question, nous avons une solution

Service clientèle
Tél. : 078-05.05.10
Fax : 02-225.59.01
Site : www.clubdusoir.be

Service libraires
Tél. : 070-22.10.10
Fax : 02-225.52.14
e-mail : roselventes@rosel.be

La justice voit rouge et inculpe D'Onofrio

L'ESSENTIEL

- Lucien D'Onofrio, l'ancien homme fort du Standard, est inculpé de blanchiment d'argent.
- Les mêmes soupçons portent sur Maurizio Delmenico, ex-administrateur du club et sur trois de leurs sociétés.
- Des commissions sur les transferts de joueurs auraient donné lieu à d'intrigants flux financiers.

Roland Duchatelet, le nouveau propriétaire du Standard, aurait vraisemblablement rêvé meilleur baptême pour son bébé à 32 millions d'euros : le 21 juin, moins de 48 heures avant que soit officialisé l'acte de naissance, la justice liégeoise a inculpé Luciano D'Onofrio, l'homme fort du club, de faux, usage de faux et blanchiment d'argent et ses parts ont été saisies. Son ami Maurizio Delmenico, un réviseur d'entreprises suisse qui fut administrateur du Standard jusqu'en 2005, a également été inculpé ainsi qu'au moins trois sociétés dont les deux hommes étaient les principaux bénéficiaires : Kick International Agency, une société anonyme installée à Amsterdam, la société de droit du Liechtenstein International Agency for Marketing et Alalunga Anstalt, implantée elle

aussi au Liechtenstein. Ces trois personnes morales (lire ci-dessous) sont soupçonnées d'avoir été expressément constituées pour servir de réceptacles à d'illégaux flux financiers. L'enquête, conduite par le juge Philippe Richard et par la brigade financière de Liège, avait déjà été ponctuée de nombreuses auditions, de perquisitions en Espagne, au Portugal, en France, en Allemagne, en Belgique. Ainsi que de la saisie conservatoire, en juin 2008, de la fantasque maison que possède Lucien D'Onofrio au cœur de Liège et de trois autres immeubles, situés à Ans. La plupart de ces bâtiments sont d'ailleurs propriétés d'Alalunga Anstalt. Ces sociétés – et probablement d'autres, dans lesquelles apparaissent aussi D'Onofrio et Delmenico mais qui n'ont pas encore

été dénoncées par la justice – auraient permis de minimiser le salaire officiellement perçu par certains joueurs objets de transferts : une partie de cette rémunération étant perçue dans des pays au régime fiscal plus favorable que le nôtre, ce sont autant de millions d'euros qui, soupçonne la justice, auraient ainsi été soustraits au fisc et à la sécurité sociale. Une partie de l'argent détourné aurait également pu, craignent les enquêteurs, servir aux recapitalisations du Standard effectuées au début des années 2000. Cette première salve d'inculpations, confie un proche du dossier, pourrait être suivie par une seconde après les vacances d'été. ■

JOËL MATRICHE

► P. 47 32 MILLIONS POUR LE STANDARD

Commissions occultes blanchies

ENQUÊTE

Après plus de sept ans d'enquête judiciaire, des perquisitions dans les plus grands clubs de la planète, des dizaines d'heures d'auditions de joueurs et dirigeants de clubs, Lucien D'Onofrio a finalement été inculpé, mercredi, pour blanchiment, faux et usage de faux, par le juge d'instruction liégeois Philippe Richard. Les enquêteurs ont désormais la conviction que Lucien D'Onofrio a investi de l'argent noir dans la SA Standard de Liège, lors du sauvetage du club, il y a une dizaine d'années. Ces fonds proviendraient de commissions occultes versées lors de transferts de joueurs dont D'Onofrio était l'agent, ou un intermédiaire, dans les années 90. Entre 1991 et 2004, l'ex-homme fort du Standard a été l'agent des plus grands joueurs de la planète : Zidane, Desailly, Baia, Deschamps, etc. Les opérations de blanchiment présumées en bord de Meuse ont quant à elles été réalisées entre 1999 et 2002. En 1998, le Standard est financièrement exsangue. Robert Louis-Dreyfus, homme d'affaires suisse et principal actionnaire de l'Olympique de Marseille, entre au capital du matricule 16 à la demande de son ami Lucien D'Onofrio. Les deux hommes sauveront le club de la faillite en y in-



ROBERT LOUIS-DREYFUS et Luciano D'Onofrio © MICHEL KRAKOWSKI/BELGA

jectant pas moins de 35,6 millions d'euros. Le sauvetage s'est effectué lors de quatre augmentations de capital en avril 1999, janvier 2000, décembre 2000, et juin 2002, selon les informations disponibles aux greffes du tribunal de commerce de Liège. Lors de chaque recapitalisation, 90 % des fonds injectés provenaient de Robert Louis-Dreyfus, les 10 % restants de D'Onofrio. Au total, l'ex-vice-président du Standard a injecté près de 3,6 millions d'euros. Mais à l'époque, il avance masqué. D'Onofrio opère via Kick International Agency BV, une société boîte-aux-lettres gérée par le géant de l'audit KPMG à Amsterdam. Le Soir a consulté le registre hollandais des sociétés : le nom de D'Onofrio ne figure nulle part. Seul son ami Maurizio Delmenico, agent fiduciaire basé à Lugano, apparaît comme directeur. Delmenico, qui est également agent de joueur agréé par la FIFA, représentera Kick International au

conseil d'administration du Standard de 1998 à février 2005. Le registre hollandais indique par ailleurs que Kick est une filiale à 100 % de International Agency for Marketing Ltd. (IAM), une sulfureuse société offshore du Liechtenstein dont la justice française a percé le voile d'opacité et mis au jour le bénéficiaire économique : Lucien D'Onofrio. Fin des années 1980, cette coquille enregistrée à Vaduz apparaît dans l'affaire de la caisse noire du Sporting Club de Toulon. Dans son réquisitoire, en 1995, le procureur général de la cour d'appel d'Aix-en-Provence qualifiera Lucien D'Onofrio de « spécialiste de fourniture en fausses factures » émisses par IAM. A l'époque, D'Onofrio fournit ces faux en écriture à Rolland Courbis, alors entraîneur de Toulon, « pour détourner des fonds » du club et rémunérer des joueurs au noir. Au passage, l'intermédiaire D'Onofrio prend sa commission. « De plus, selon le procureur, il avait été mis en examen dans l'affaire des Girondins de Bordeaux pour des faits similaires. » Dans l'affaire du SC Toulon, D'Onofrio sera condamné en novembre 1995 par le tribunal correctionnel de Marseille à un an de prison avec sursis et 50.000 francs français (7.622 euros) d'amende pour faux, usage de faux et abus de

**LUCIEN D'ONOFRIO**

Naissance. Le 14 septembre 1955 (55 ans) à Suio di Castelforte (Italie)

Parcours. Médian passé notamment par Winterslag, Houston (USA) et Portimonense (Portugal) avant de mettre un terme à sa carrière à la suite d'une double fracture de la malléole, Lucien D'Onofrio s'est fait un nom comme conseiller sportif de l'Inter Milan (1984) puis comme relations extérieures et manager général du FC Porto (1985-1991). Il devient ensuite agent de joueurs (1991-2004) puis vice-président du Standard (2004-2010).

À SCLSSIN**Vente menacée ?**

Pour l'heure, non, même si 10 % des parts du Standard de Liège, détenues par Lucien D'Onofrio via la société hollandaise Kick International, ont été saisies à titre conservatoire en début de semaine par la justice liégeoise. Ces parts pourront cependant être acquises par Roland Duchâtelet mais la produit de la vente devra être rétrocédé à la justice.

Pierre François : « Cela concerne des transferts anciens »

La journée de Pierre François était très chargée vendredi. Non seulement, en compagnie de Roland Duchâtelet, il a reçu plusieurs personnes susceptibles de rejoindre le staff sportif. Mais en plus, il a dû faire face aux demandes concernant l'inculpation de Lucien D'Onofrio.

« Je tiens d'abord à rappeler qu'une inculpation n'est pas une condamnation, précise le directeur général du club principautaire. Ensuite, je ne doute pas que Lucien D'Onofrio et son avocat se défendront utilement d'une inculpation qui semble sortir suite au fait que les négociateurs pour le rachat du club ont demandé à bénéficier du registre des actions qui a fait l'objet, comme d'autres documents, d'une saisie (NDLR : en 2004). Ensuite, cela semble concerner des transferts anciens. Enfin, cela n'a aucune conséquence sur la vente du club qui est actée et définitive ». E.PX

CHANGEMENT D'ÉQUIPE

Si la justice a quelque chose à reprocher à mon client, il faut qu'un procès débute le plus rapidement possible afin que nous puissions nous défendre », a sobrement commenté vendredi à plusieurs journaux Paul Delbouille, l'avocat de Luciano D'Onofrio. Il estime que rien de véritablement neuf ne s'est ajouté au dossier depuis le début de l'instruction. Également administrateur du club, le conseil de Lucien D'Onofrio a présenté sa démission au conseil d'administration. Il restera néanmoins membre du comité exécutif de l'Union belge. Sacha Daout, directeur de la communication du club depuis le 1^{er} janvier 2010, a également quitté l'équipe « suite à la mise en place d'un nouvel organigramme. »

à Sclessin ?

confiance.

A Bordeaux, il écoperait d'une amende de 300.000 francs (46.000 euros) pour abus de confiance et recel liés à son rôle d'intermédiaire dans les comptes occultes des Girondins. Il bénéficiera par la suite d'une grâce présidentielle. Lucien D'Onofrio et sa société IAM apparaissent également dans le scandale des transferts frauduleux à l'Olympique de Marseille, fin des années 1990. En particulier dans les transactions liées aux transferts, en 1997, de l'attaquant français du FC Barcelone, Christophe Dugarry, et du centre-avant italien de Middlesbrough, Fabrizio Ravanelli.

En novembre 2007, D'Onofrio sera condamné par la cour d'appel d'Aix-en-Provence à deux ans de prison dont 6 mois ferme (18 mois avec sursis), 200.000 euros d'amende, et 2 ans d'interdiction d'activité liée au football sur le territoire français. Un jugement confirmé en cassation. Selon ce jugement, les transferts de Dugarry et Ravanelli ont donné lieu à une « majoration frauduleuse » de leur montant destinée à être reversée aux joueurs, dans le but de minorer les salaires à leur payer. Ces majorations se sont traduites par des commissions respectives de 3,6 et 5,3 millions de francs (549.000 et 808.000 euros) à la société

IAM « dont le montant devait faire l'objet de rétrocessions occultes ». Fin 2003, soit après la recapitalisation du Standard, les enquêteurs liégeois commencent à soupçonner Lucien D'Onofrio d'avoir blanchi ces commissions occultes en les injectant dans le club liégeois. Le juge d'instruction financier Philippe Richard est saisi de l'affaire le 24 avril 2004.

Les limiers de la Cité ardente creusent le sillon français. Et après Sclessin, perquisitionnent à Barcelone, Madrid, Porto, Lisbonne, Hambourg... Ils recherchent d'autres transferts suspects dans lesquels Lucien D'Onofrio est intervenu. Ils en trouveront au moins deux : celui du gardien portugais du FC Porto, Vitor Baia, transféré à Barcelone en 1997, et celui de Sergio Conceição, transféré de l'Inter de Milan à la Lazio de Rome en 2003. Dans ce dernier cas, des commissions occultes auraient été transitées par Corporate Press Limited, une coquille britannique créée à Londres, en juillet 2002 à quelques encablures de la City. Cette offshore vient juste d'être dissoute et sera définitivement rayée du registre britannique mardi. ■

DAVID LELOUP

Enquête menée avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

Le Festival des Moments Magiques
Disneyland Paris

Jetair

VENTE FLASH!
Uniquement les:
27, 28, 29 juin

JUSQU'À:
-50%
sur le prix brochure!

2 jours/1 nuit
à.p.d.: **95 €***
+ enfants gratuits

Réservez chez **Jetaircenter**
ou chez votre agent de voyages ou sur jetair.be

* Uniquement pour les nouvelles réservations faites le 27, 28 & 29 juin 2011. Valable pour certaines arrivées du 3 juillet au 30 septembre 2011 inclus. Infos et conditions auprès de votre agent de voyages ou sur www.jetair.be • Cumulable avec 'Séjour gratuit pour les moins de 7 ans'.

sports

CYCLISME

Qui sera champion de Belgique à Hoogdelede-Gits ? P.53

FOOTBALL

Tomislav Ivic est décédé à 77 ans, à Split. P.49

TENNIS

Yanina Wickmayer sort le grand jeu à Wimbledon. P.56



Standard / Les visiteurs se sont relayés à Sclessin

Le Standard a été vendu 32 millions

L'ESSENTIEL

- Roland Duchâtelet a eu ses premiers rendez-vous en tant que patron du Standard.
- L'un après l'autre, il a reçu Jean-François de Sart, José Riga et Peter Balette.

Pour la première fois depuis le rachat de la totalité du Standard, Roland Duchâtelet était présent dans les bureaux de la direction du club principautaire. Il n'est pas venu démentir le prix de la transaction. Selon diverses sources concordantes, tout le monde s'accordait, jeudi, sur un prix de 41 millions. Mais, selon nos informations, l'ancien président de Saint-Trond n'aurait pas été aussi généreux. Il aurait tout simplement déboursé 32 millions pour s'offrir le Standard.

Maintenant, que va-t-il en faire ? C'est évidemment la question que se posent les supporters au lendemain de la reprise. Jeudi matin, une page s'est effectivement tournée à Sclessin. Pendant treize ans, Lucien D'Onofrio a régné en maître sur les Rouches. Aujourd'hui, c'est un nouvel organigramme qui doit être recomposé puisque, à l'exception d'une équipe qui, si elle reste en l'état, a fière allure, le club doit repartir d'une feuille blanche.

C'est à cela que le nouveau boss des Rouches s'est attelé, vendredi après-midi, pendant plus de quatre heures. Accompagné de Pierre François à qui il confiait parfois mandat pour les votes au sein de la Ligue Pro quand il était président des Canaris, Roland

Duchâtelet a successivement rencontré Jean-François de Sart (remercié lundi de son poste de directeur sportif de l'Académie des jeunes), José Riga (bien connu à Sclessin puisque l'actuel coach de Visé fut l'adjoint de Dominique D'Onofrio de 2003 à 2005) mais aussi Peter Balette, l'ancien T2 du FC Bruges. Alors que sous le précédent actionariat, tout semblait se jouer dans la discrétion, on ne peut pas en dire autant des négociations qui ont été entamées ce vendredi puisque c'est en toute transparence que ce petit monde a été reçu à Sclessin à la veille du premier match des Rouches, ce samedi (19h) à Blégnny contre Richelle.

Nul besoin de consulter une boule de cristal pour comprendre que toutes ces rencontres étaient liées à la future gestion sportive du club. Depuis la reprise, beaucoup de noms ont circulé. Celui de Mogi Bayat fut associé au rôle de directeur sportif. C'était sans fondement. Celui de Marc Wilmots est régulièrement revenu pour assurer la succession de Dominique D'Onofrio à la tête de l'équipe première. Cela ne reposait sur rien.

En prenant ses quartiers à Sclessin, Roland Duchâtelet avait visiblement une autre idée de l'orientation qu'il souhaite donner à son staff sportif. Des propositions ont sans doute été faites à ces trois hommes même si ces derniers, à l'exception de Balette, ont botté en touche en trouvant d'autres raisons à leur visite. Comme celle de régler les détails de son départ pour de Sart ou la négociation d'un transfert pour Riga. Et si le premier devenait le directeur technique et le second le nouvel entraîneur des Rouches ? ■

ETIENNE PAIROUX

► P. 2 & 3 L'INCULPATION DE LUCIEN D'ONOFRIO



À SCESSIN

Daout remercié

Pour les observateurs du club, ce n'était qu'une question de jours :

le directeur de la communication du Standard a été remercié après avoir déjà perdu il y a quelques mois son poste de rédacteur en chef de Standard TV. Sacha Daout avait pris ses fonctions en janvier 2010, en étant incapable de faire l'unanimité, loin de là. Que ce soit avec les représentants de la presse mais aussi au sein du club où il s'était créé un certain nombre d'inimitiés. Ces derniers jours, il était plutôt devenu le directeur de communication de Lucien D'Onofrio plutôt que celui du Standard. De quoi énerver le nouvel actionnaire puisque son contrat a été rompu avec effet immédiat. E.PX

ROLAND DUCHÂTELET a pris ses quartiers au Standard où, vendredi après-midi, il a rencontré beaucoup de monde.

© MICHEL KRAKOWSKI/BELGA.

Les grands chantiers immédiats du Standard

DIRECTEUR SPORTIF

Jean-François de Sart, tête de liste

Depuis le retour de Dominique D'Onofrio à la tête de l'équipe première du Standard en février 2010, les Rouches n'avaient plus de directeur technique ou sportif. Il est vrai qu'en présence de Lucien D'Onofrio, on pouvait s'interroger sur la pertinence de ce rôle. En revanche, le départ de ce dernier change la donne car Pierre François ne peut assumer le volet sportif. Toute la question est de savoir quelle sera la ligne de conduite du club ? Si le Standard entend retrouver quelqu'un avec un carnet d'adresses étoffé, le profil pourrait correspondre à quelqu'un comme Marc Wilmots. En revanche, si le club entend mettre sur pied une cellule de scouting inexistante chez les Rouches, un profil du genre de celui de Jean-François de Sart devrait correspondre. Remerçié de la direction sportive de l'Académie des jeunes lundi, le Liégeois a été reçu à Sclessin vendredi après-midi. Il pourrait donc faire son grand retour au Standard avec une promotion à la clé. E.PX

L'ENTRAÎNEUR

Vers un duo José Riga-Peter Balette ?

La succession de Dominique D'Onofrio à la tête de l'équipe du Standard semble doucement se dessiner. Arrivé vers 17 heures à Sclessin, Peter Balette a quitté les bureaux liégeois en confirmant que la direction du club principautaire avait proposé à l'ancien T2 du FC Bruges d'occuper la même fonction au Standard. Mais pour être l'adjoint de quel entraîneur ? Peu avant lui, c'est José Riga (bientôt 54 ans) qui a fait un détour par Sclessin. L'actuel entraîneur de Visé a confié qu'il était venu « pour négocier un éventuel transfert ». Une jolie pirouette pour celui qui a déjà dirigé une équipe de D1, à savoir Mons. Après avoir été l'adjoint de Dominique D'Onofrio au Standard, il avait pris les Dragons en charge de 2005 à janvier 2008 avant de prendre la direction de Visé en juin 2008. Mais combien de temps y restera-t-il encore car il semble bien que la nouvelle direction songe à lui pour devenir le nouveau coach principal des Rouches ? E.PX

LE MERCATO

Les promesses de D'Onofrio

Sur le plan des départs, la donne a changé. On le sait, certains joueurs étaient liés à Lucien D'Onofrio par des accords verbaux où l'ancien administrateur délégué promettait à ses ouailles un départ dans certaines circonstances. On imagine que c'était le cas, pour cet été, concernant Defour et Witsel. Désormais, c'est Duchâtelet qui a les cartes en main. On lui prête l'intention de maintenir l'effectif actuel en état. Est-ce possible ? Dans ces conditions, comment réagiront les capitaine et vice-capitaine des Rouches qui se voyaient déjà probablement sous d'autres cieux ? D'autres ont déjà manifesté leur intention de partir si D'Onofrio n'était plus à la barre. Pierre François va devoir faire preuve d'ingéniosité pour calmer tout ce petit monde d'autant qu'au rayon arrivées, rien ne semble se dessiner. Parce que jusqu'à présent, un seul homme gérait ce domaine particulier. Et il n'est plus là. Les journées de 24h ne se suffisent pas au directeur général pour régler tous les problèmes. E.PX